

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 03/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESSITY PLD FRANCE

151-161 Boulevard Victor Hugo
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Références : UBDEO.ERC.2025.08.122
Code AIOT : 0005302589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement ESSITY PLD FRANCE implanté Usine du Theil - ZI Sud - Route d'Aveze LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY PLD FRANCE
- Usine du Theil - ZI Sud - Route d'Aveze LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Essity Operations Le Theil exploite sur la commune du Val-au-Perche un établissement de fabrication de papier (papier toilette et essuie-tout).

L'établissement est constitué des principales installations suivantes : la machine à ouate, les magasins de stockage des bobines mères, les ateliers de transformation, les installations de combustion, les magasins de stockage des produits finis et la zone d'expédition.

Les installations sont soumises à autorisation, réglementées par un arrêté préfectoral du 10 janvier 2005, modifié les 24 décembre 2013, 25 juin 2014 (garanties financières), 26 juillet 2018 (réexamen IED de l'activité « papeterie ») et 11 juin 2021 (consommation d'eau).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- des dépôts de poussières au sol et sur les gaines au plafond dans le bâtiments convertant papier toilette à proximité de la dérouleuse. l'exploitant a précisé qu'un nettoyage est réalisé 2 fois/an sans indiquer la date du prochain nettoyage.
- que l'accès au poteau incendie proche du bâtiment de stockage est encombré par un arbuste. l'exploitant a précisé que l'intervention de nettoyage est prévue la semaine suivante.

Demande n°1 - 1 mois : l'inspection demande à l'exploitant de procéder à un nettoyage du dépôt de poussières dans le bâtiments convertant papier toilette et de justifier que la fréquence de nettoyage définie est suffisante.

L'exploitant a fait part de l'avancement du projet d'installation de la chaufferie biomasse soumise à déclaration, les travaux sont terminés, la chaufferie est en cours de réception et devrait couvrir 80% des besoins en vapeur du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article 13	Sans objet
2	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5 dernier alinéa	Sans objet
3	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5-3	Sans objet
4	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
5	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
8	V. Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté principalement sur l'action nationale "sobriété hydrique" et les actions engagées par l'exploitant sur ce thème pour réduire ses consommations en eau en vue de répondre à l'arrêté préfectoral du 11 juin 2021.

L'exploitant a engagé un nouveau plan de réduction de sa consommation d'eau suite à l'audit approfondi.

L'inspection constate une diminution importante de la consommation en eau suite aux travaux engagés dès 2023 : - 22 % par rapport à 2018.

Suite à l'instruction de l'audit approfondi et à l'efficacité des actions de réduction en vue de préserver la ressource en eau de façon pérenne, l'inspection va proposer, prochainement, une adaptation des prescriptions sécheresse applicables à cet établissement, via un arrêté préfectoral complémentaire, afin de clarifier les mesures à prendre pendant ces périodes spécifiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article 13
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les flux d'eau. A l'occasion des remplacements et de réfection de matériel, il recherche, par tous les moyens économiquement acceptables, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement, et à générer le moins de polluants possible, en particulier dans les procédés de traitement de l'eau brute. Des investigations sont menées périodiquement, par l'exploitant, pour rechercher les possibilités de valorisation des eaux pluviales et de recyclage des eaux de process. Les résultats de ces investigations sont tenus à la disposition de l'inspection.</p>
Constats : <p>Contexte</p> <p>La société Essity PDL FRANCE est visé par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite "IED"(Industrial Emissions Directive) du fait de son activité de fabrication de papier et produits d'hygiène. Cette activité est historiquement consommatrice d'eau, d'où une attention spéciale est portée sur ce sujet par l'exploitant depuis de nombreuses années.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'exploitation (arrêté complémentaire n° NOR 1122-20-18-20087 du 26 juillet</p>

2018) fixe le volume de prélèvement maximal autorisé à 730 000 m³/an. La consommation annuelle spécifique autorisée est de **10 m³/T**.

Une action régionale a été initiée à partir de 2019 sur l'optimisation de la gestion de la ressource en eau.

Compte tenu que les quantités d'eau prélevées par la société Essity PDL FRANCE dans les eaux souterraines (et réseau d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine) représentent plus de 500 000 m³/an, l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2021 a prescrit la réalisation d'un audit approfondi de l'ensemble du site axé sur la gestion des usages de l'eau sur le site, de l'origine des prélèvements à leur suivi mais aussi de la possibilité de recyclage de l'eau en interne. L'objectif de l'audit est de permettre d'identifier les consommations du site et les pistes d'améliorations envisageables et réalisables visant à limiter les flux d'eaux. Il couvre aussi la réflexion sur les dispositions applicables en cas de pénurie de ressources en eau.

Point de situation lors de la visite :

L'exploitant a transmis le diagnostic préliminaire relatif à l'audit eau actualisé pour ses installations exploitées sur la commune de Val-au-Perche par courrier du 4 janvier 2023. Une demande de compléments a été formulée par courrier du 27 novembre 2023.

L'exploitant a transmis des éléments de réponse par courrier du 17 janvier 2024 et 25 juin 2024 notamment :

- le rapport final de l'audit,
- la synthèse des choix retenus par l'usine avec un échéancier de mise en œuvre.

Suite à ces échanges, l'exploitant a réalisé des travaux afin de réduire ses consommations d'eau dès 2023 (ajustement des débits d'alimentation en eau du process MAO, des rinceurs et modification de l'asservissement du cuvier WB75). L'exploitant a précisé que la dernière action de recyclage des eaux de refroidissement/lubrification des presses-étoupes a été finalisée le 25 juin 2025.

La mise en œuvre de ces actions a déjà permis d'obtenir des résultats significatifs :

- la consommation d'eau a diminué de **22 % par rapport à 2018** : le volume prélevé a été de 440 000 m³/an au titre de 2023 et 2024 (au lieu de 566 439 m³/an en 2018). La consommation d'eau spécifique est d'environ 7,5 m³/t de papier fabriqué (eaux d'alimentation du réseau d'eaux incendie inclus).

Suite à l'instruction de l'audit approfondi et à l'efficacité des actions de réduction déployées en vue de préserver la ressource en eau de façon pérenne, l'inspection va proposer, prochainement, une adaptation des prescriptions sécheresse applicables via un arrêté préfectoral complémentaire afin de clarifier les mesures à prendre lors de la survenance de telles situations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5 dernier alinéa

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

Prescription contrôlée :

Le plan, tenu à jour, des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les

points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et ouvrages de traitement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.
Constats : L'exploitant a présenté plusieurs plans permettant de localiser les séparateurs hydrocarbures, les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux industrielles. Des travaux ont été réalisés en 2023 sur le réseaux d'eaux pluviales, une réfection du bassin de confinement et l'ajout de 2 vannes automatiques d'isolement. La consigne est affichée au poste de commande des vannes. Le plan a été mis à jour en décembre 2023. Suite à la demande du SDIS de l'Orne, l'exploitant va mettre à disposition des consignes et plans en cas d'intervention sur une application dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Les prélèvements sont enregistrés journallement par le système informatique de supervision des pompes de forage, le registre informatisé présente la synthèse hebdomadaire. En cas d'épisode de sécheresse, la déclaration des données de prélèvement à l'administration doit être réalisée via GIDAF. L'activation du module "Gestion de l'eau" dans GIDAF a été finalisée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.

Constats :

Depuis 2024, il n'y a pas eu de période de sécheresse sur le secteur qui aurait pu justifier la mise en œuvre de mesures de réduction de consommation d'eau au sein des activités de la part de l'exploitant.

L'arrêté préfectoral cadre sécheresse (ACS) du département de l'Orne actualisé le 1er août 2024 est plus contraignant que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 puisqu'il concerne toutes les ICPE. L'annexe XI de cet arrêté préfectoral rappelle les mesures nationales applicables aux ICPE concernées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ainsi que les modalités de dérogation à l'ACS. Suite à l'instruction de l'audit approfondi et à l'efficacité des actions de réduction en vue de préserver la ressource en eau de façon pérenne, l'inspection va proposer, prochainement, une adaptation des prescriptions sécheresse applicables via un arrêté préfectoral complémentaire afin de clarifier les mesures à prendre. Le contrôle du respect de cette prescription a pour objectif de sensibiliser l'exploitant aux dispositions qui lui seront applicables en cas de période de sécheresse.

L'exploitant a défini des mesures à prendre en cas de crise majeure de sécheresse conduisant à un arrêt de la production.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.
<p>Constats :</p> <p>En cas d'activation de l'arrêté cadre sécheresse départemental, les objectifs de réduction des prélèvements sont appliqués par rapport au "volume de référence" défini par cet article.</p> <p>Lors de la visite, le secteur de "l'HUISNE", dans lequel est implanté l'usine, est classé en situation normale. Le calcul du volume de référence n'est pas nécessaire à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2 : l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité de définir ce volume de référence en amont d'un épisode de sécheresse, et de l'inscrire a minima au travers de la procédure d'actions à mettre en œuvre en cas de sécheresse (notamment pour palier aux absences de personnels lors des congés estivaux).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : III. Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

<p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral cadre sécheresse (ACS) du département de l'Orne est plus contraignant que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 puisqu'il concerne toutes les ICPE. L'annexe XI de cet arrêté préfectoral rappelle les mesures nationales applicables aux ICPE concernées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ainsi que les modalités de dérogation à l'ACS.</p> <p>L'exploitant précise dans son audit une réutilisation importante des eaux recyclées dans son process papetier (99%). Lors de la visite, l'inspection a vérifié cette donnée : la machine à papier était en période de redémarrage, l'opérateur a fourni les données instantanées disponibles dans le local technique : la consommation d'eau fraîche était de 45 m3/h pour un besoin de 4000 m3/h soit un apport d'environ 1%.</p> <p>En outre, l'exploitant, au travers des éléments transmis par son audit a justifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir réduits ses prélèvements de plus de 20% depuis 2018 - et utilise au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à son prélèvement d'eau. <p>Ainsi, il peut bénéficier d'une exemption au titre de l'arrêté ministériel et d'une dérogation à l'arrêté préfectoral cadre départemental sécheresse (ACS). Afin de clarifier cette situation, des prescriptions sécheresse spécifiques seront fixées à l'exploitant par arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la</p>

<p>transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>En période de sécheresse, la transmission des données sera réalisée via le module "Gestion de l'eau" de GIDAF.</p> <p>L'inspection a vérifié que l'exploitant a correctement paramétré son cadre de surveillance via le module "Gestion de l'eau" de GIDAF : points de prélèvements et masses d'eau associées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : V. Prescriptions locales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour faire face à une insuffisance des ressources en eau en période d'étiage, les préfets sont amenés à prendre des mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau.</p> <p>L'arrêté cadre sécheresse actuellement applicable pour le département est l'arrêté préfectoral n°2350-23-00118 du 11 juillet 2023 (modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 1er août 2024 n°2350-24-00084) qui définit les conditions et les mesures de limitation et de restriction des usages de l'eau lors des épisodes de sécheresse sur le département de l'Orne.</p> <p>Suite à l'instruction de l'audit approfondi et à l'efficacité des actions de réduction en vue de préserver la ressource en eau de façon pérenne, l'inspection va proposer, prochainement, une adaptation des prescriptions sécheresse applicables via un arrêté préfectoral complémentaire afin de clarifier les mesures à prendre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>